



Le poids économique du sport en 2008

En 2008, la dépense sportive en France s'est élevée à 33,9 milliards d'euros, soit une progression, en valeur, de 2,4% par rapport à 2007. Les ménages représentent près de la moitié de cette dépense (16,8 milliards d'euros). Les financeurs publics supportent également une part importante de la dépense sportive (40%), soit 13,8 milliards d'euros, dont les deux tiers à la charge des communes. Enfin, la part des entreprises se stabilise autour de 10%, avec des dépenses de parrainage sportif dopées en 2008 par deux grands événements : les Jeux Olympiques et l'Euro de football. Le déficit de la balance commerciale « sport » se dégrade légèrement, les exportations s'étant contractées plus fortement que les importations. On estime à environ 209 000 le nombre de personnes ayant, en 2008, un emploi à temps plein ou à temps partiel dans le « noyau dur » du secteur sportif (activités liées au sport, emplois publics dans le domaine du sport), soit une légère augmentation de 0,5% par rapport à 2007.

En 2008, la dépense nationale sportive a atteint 33,9 milliards d'euros (tableau I) : elle progresse de 2,4% à un rythme légèrement inférieur à celui des années précédentes. Si cette dépense a progressé régulièrement depuis le début de la décennie, la part dans le produit intérieur brut (PIB) est stable depuis quatre ans et s'établit à 1,75%. La dépense sportive est mesurée par les efforts financiers effectués dans ce domaine, par les ménages, les acteurs publics (État et collectivités locales), ainsi que les entreprises. En 2008, ce sont les dépenses des entreprises qui ont le plus progressé (+6,3% pour un total de 3,3 milliards) devant celles des acteurs publics, État et collectivités locales (+3% et 13,8 milliards). Celles des ménages, qui supportent près de la moitié de la dépense nationale sportive (16,8 milliards d'euros), progressent tout de même de 2,1%. Outre les ménages, l'État (10%) et surtout les collectivités territoriales (31%) assument une part importante de la dépense totale. En particulier, les dépenses sportives des communes atteignent 9,3 milliards d'euros. Le poids des entreprises dans la dépense globale est proche de 10% (3,3 milliards d'euros) et s'est stabilisé depuis 2005, après une progression régulière au cours des cinq précédentes années.

Jeunesse, Sports, et Vie Associative

Bulletin de statistiques et d'études

N° 11 - 01

janvier 2011

Rédacteurs :

Philippe CALATAYUD
Damien MEGHERBI
Mission des Etudes, de l'Observation et des Statistiques

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	Evolution 2008/2000
Ménages	12,3	12,8	13,4	14,1	14,7	15,2	15,8	16,5	16,8	36,6%
Etat	2,8**	2,9**	3,0**	3,1**	3,0**	3,0**	3,1*	3,2*	3,2	17,9%
Collectivités locales	7,6	7,8	7,9	7,9	8,6	9,1	9,6	10,2	10,6	39,5%
Entreprises	1,7	2,0	2,3	2,2	2,5	3,1	3,2	3,2	3,3	94,1%
TOTAL	24,4**	25,5**	26,6**	27,3**	28,8**	30,4**	31,7*	33,1*	33,9	38,9%
En % du PIB	1,69%	1,70%	1,72%	1,71%	1,73%	1,75%	1,75%	1,74%	1,74%	

* : données révisées, dépenses directes au lieu des recettes provisionnelles.
** : données estimées, en évolution à partir du chiffre 2006 révisé.
Source : INSEE - DGCL

Un ralentissement de la consommation sportive des ménages

Depuis le début de la décennie, la consommation de biens et services sportifs représente, en France, environ 1,6% de la consommation finale des ménages. En 2008, cette consommation sportive atteint 16,8 milliards d'euros (cf. tableau 2), soit une progression de 2,1%, après +4,2% en 2007. Ce ralentissement est en phase avec celui de la consommation finale des ménages¹ (+3,8% en 2008 contre +4,5% les quatre années précédentes).

Les biens plus affectés que les services

En 2008, la progression de la dépense sportive des ménages résulte de la consommation de services sportifs (+6,1%), alors que celle de biens sportifs recule de 1% en valeur. Le poste « articles de sport² », première dépense du chapitre des biens sportifs (2,7 milliards d'euros) est en recul (-1,1%), pour la première fois depuis 2000. En particulier, les achats de vêtements de sport sont en repli (-3%), tout comme ceux de chaussures de sport (-2%). Seul le poste « bicyclettes » progresse (+3% en 2008, après +5,6% en 2007).

Selon le Conseil National des Professions du Cycle, les ventes de bicyclettes s'élèvent à 3,1 millions d'unités en 2008. Le poids des grandes surfaces multisports sur le marché national du cycle progresse encore, atteignant 52,5%. Le reste du marché se partage entre les grandes surfaces alimentaires (25,5%), les spécialistes indépendants (12%) et les spécialistes sous enseigne (10%). La France est le 4^{ème} pays au monde consommateur de vélos par habitant, avec 5 vélos pour 100 habitants, après le Japon, les Pays-Bas et le Royaume-Uni, au même rang que les Etats-Unis, et devant la Chine et l'Inde.

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	Evolution 2008/2007	Structure 2000	Structure 2008
Vêtements de sport	1,55	1,58	1,63	1,76	1,82	1,73	1,70	1,72	1,67	-3,0%	12,7%	9,9%
Chaussures de sport	1,65	1,69	1,83	1,94	1,98	2,02	2,03	2,07	2,03	-2,0%	13,5%	12,1%
Sous total vêtements et chaussures	3,20	3,27	3,46	3,70	3,80	3,75	3,73	3,79	3,70	-2,4%	26,1%	22,0%
<i>Evol. en valeur (années N / N-1)</i>		2,2%	5,8%	6,9%	2,7%	-1,3%	-0,5%	1,6%	-2,4%			
Bateaux	1,01	0,98	0,99	0,90	0,92	0,94	1,00	1,09	1,08	-0,1%	8,2%	6,4%
Avions	0,05	0,05	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04	0,0%	0,4%	0,3%
Bicyclettes	0,95	0,95	0,99	1,08	1,20	1,24	1,24	1,31	1,35	3,1%	7,8%	8,0%
Sous total biens durables	2,01	1,98	2,02	2,02	2,16	2,22	2,28	2,44	2,47	1,2%	16,4%	14,7%
<i>Evol. en valeur (années N / N-1)</i>		-1,5%	2,0%	0,0%	6,9%	2,8%	2,7%	7,0%	1,2%			
Articles de sport	1,94	2,05	2,16	2,30	2,38	2,47	2,60	2,71	2,68	-1,1%	15,8%	15,9%
Armes	0,10	0,11	0,11	0,11	0,11	0,12	0,13	0,14	0,14	0,0%	0,8%	0,8%
Périodiques sportifs	0,18	0,17	0,18	0,18	0,18	0,18	0,18	0,18	0,18	0,0%	1,5%	1,1%
Sous total autres biens	2,22	2,33	2,45	2,59	2,67	2,77	2,91	3,03	3,00	-1,0%	18,1%	17,8%
<i>Evol. en valeur (années N / N-1)</i>		5,0%	5,2%	5,7%	3,1%	3,7%	5,1%	4,1%	-1,0%			
Total Biens	7,43	7,58	7,93	8,31	8,63	8,74	8,92	9,26	9,17	-1,0%	60,7%	54,5%
<i>Evol. en valeur (années N / N-1)</i>		2,0%	4,6%	4,8%	3,8%	1,3%	2,1%	3,8%	-1,0%			
Services (activités sportives, ou liées au sport)	4,82	5,17	5,50	5,82	6,12	6,44	6,88	7,21	7,65	6,1%	39,3%	45,5%
<i>Evol. en valeur (années N / N-1)</i>		7,3%	6,4%	5,8%	5,1%	5,2%	6,8%	4,8%	6,1%			
TOTAL	12,25	12,75	13,43	14,13	14,75	15,18	15,80	16,47	16,82	2,1%	100%	100%
Evolution annuelle en valeur		4,1%	5,3%	5,2%	4,4%	2,9%	4,1%	4,2%	2,1%			
Evol. de la Conso. Finale des ménages		4,3%	3,3%	4,0%	4,5%	4,5%	4,5%	4,5%	3,8%			

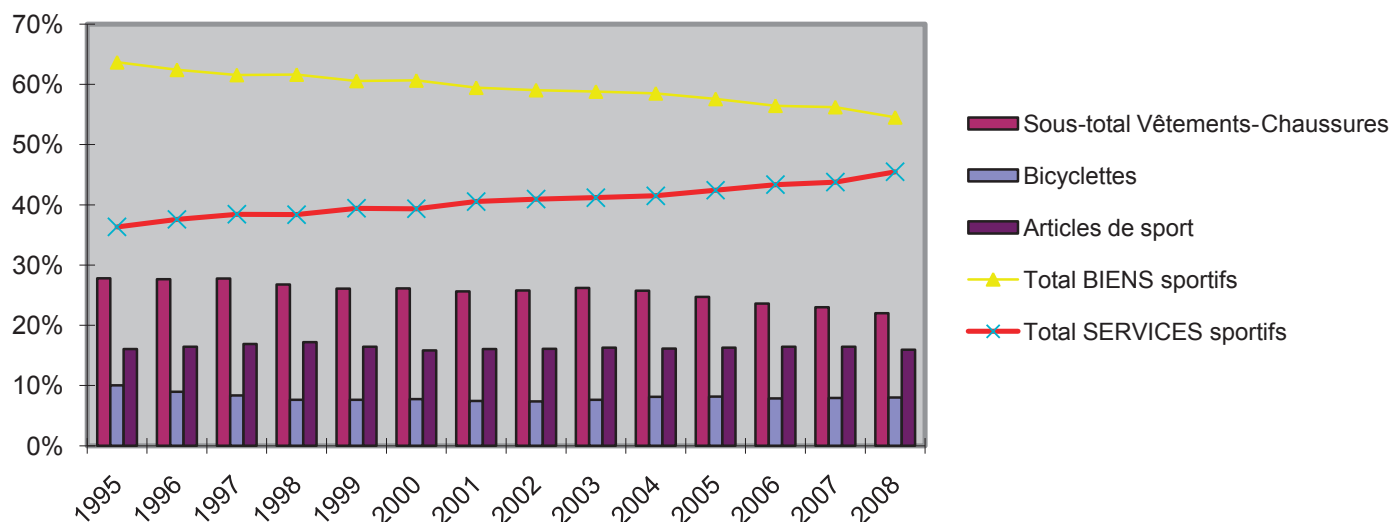
Source : Insee comptes nationaux

1 Soit au sens de la Comptabilité Nationale les dépenses que les ménages supportent directement (elle diffère de la consommation finale effective, laquelle inclut les transferts sociaux individualisés, telle la santé ou l'éducation).

2 Selon le SESSI (Ministère de l'Industrie) dans son Panorama de l'industrie française (édition 2009 – INSEE juin 2009) « la fabrication d'articles de sport a récemment connu de profonds bouleversements, particulièrement dans le domaine des articles de sport de montagne avec une baisse d'activité notable des principaux leaders du marché. Selon l'enquête annuelle de branche, les activités de la montagne, qui représentaient 65% du chiffre d'affaires en 2006, n'en représentent plus que 17% en 2007. Au demeurant, une grande partie des produits de la branche affiche des résultats en nette régression (planches à voile, planches surf, accessoires de plongée, articles de pêche, etc.). Dans cette situation déprimée, la production d'aires de jeux - avec un chiffre d'affaires atteignant à lui seul 27% de la branche, en progression de 20% par rapport à 2006 - apparaît comme le produit phare.

Les entreprises de 250 salariés ou plus restent cependant les éléments porteurs du secteur. Cinq d'entre elles réalisent 60% du chiffre d'affaires total. Si globalement le taux d'exportation se situe à 54% pour l'ensemble de la branche, les entreprises les plus importantes atteignent un taux d'exportation proche de 80%. Dans ce contexte, les fortes restructurations effectuées dans le secteur n'ont pas permis de donner un nouvel élan à l'activité.

Evolution structurelle de la consommation des ménages



Source : Insee comptes nationaux

Quant aux achats de services sportifs par les ménages (services fournis par les clubs sportifs, les centres de loisirs sportifs ou encore l'achat de billets pour assister aux spectacles sportifs) ils représentent 7,7 milliards d'euros en 2008, soit une augmentation de 6,1% par rapport à 2007. Sur les dix dernières années, c'est le poste de la consommation des ménages qui a le plus augmenté, tous biens et services confondus.

L'INSEE confirme ainsi qu'en 2008 : « le ralentissement de la consommation des ménages affecte davantage les biens que les services, notamment les équipements de sport, camping et plein air. En revanche, les services sportifs et de loisirs conservent leur dynamisme. »

Un poids croissant des consommations de services sportifs

Depuis 1995, on assiste à une transformation progressive de la consommation sportive des ménages au profit des services [1]. La part de ces derniers est ainsi passée de 36% à 45%, tandis que celle des biens sportifs s'est contractée symétriquement de 64% à 55% (cf. graphique 1).

Cette évolution a également concerné la consommation globale des ménages, mais de

façon plus atténuée. Ainsi, la part des services (hors loyers) n'est passée que de 37% à 41%. Cette progression s'est effectuée au détriment des biens de consommation plus traditionnels tels que l'alimentation ou l'habillement. Toutefois, cette part croissante, en valeur, des services dans la consommation des ménages s'explique en grande partie par l'évolution des prix : +33,4% pour les services contre seulement +2,5% pour les biens sur la période 1995-2008 (l'Indice global INSEE des Prix à la Consommation).

Un marché de l'habillement sportif à la baisse

Dans un contexte de crise, le marché du sport (chaussures et textile sport/mode) n'est pas épargné. En 2008, selon l'étude produite par NPD Sports Tracking Europe, le marché des chaussures de sport a baissé de 2% en valeur, tandis que celui du textile sport a reculé de 3%. En revanche, le marché de l'outdoor affiche une légère hausse de 1% en 2008.

Comme en 2007, il résiste mieux que les autres postes du chapitre des biens sportifs, du fait de l'engouement persistant pour les sports de nature.

Des consommateurs à la recherche des « meilleurs prix »

Les consommateurs se tournent de plus en plus vers Internet et les magasins d'usines. Selon l'enquête 2008 de NPD, les achats d'articles de sport de ces deux modes de distribution représentent aujourd'hui 10% des ventes, soit 3 points de plus qu'en 2007. Dans un marché du sport globalement orienté à la baisse, Internet et les magasins d'usines affichent ainsi un taux de croissance de +32% en valeur.

Par ailleurs, l'enquête NPD révèle que les consommateurs privilégient les produits moins chers. Les achats dits « à prix cassés » représentent près de 66% des ventes sur Internet et dans les magasins d'usine et 40% dans les circuits traditionnels de distribution. A titre d'exemple, plus d'une paire de chaussures sur deux a été achetée à prix réduit (promotions, soldes, ...). Les chaussures de sport & loisirs coûtant moins de 60€ représentent aujourd'hui 76% des volumes de ventes, soit une progression de 3 points par rapport à 2007. En revanche, les ventes de chaussures « milieu de gamme », entre 60€ et 100€, affichent un recul de 7% en volume en 2008 par rapport à l'année précédente.

De son côté, le marché des chaussures « haut de gamme » (plus de 100€) accuse une baisse plus modérée (-3%).

Tableau 3

les dépenses publiques

(En milliards d'euros courants)

Dépense effectuée par	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2008/2000	Structure	
											2000	2008
L'Etat	dont 2,76**	2,87**	3,04**	3,1**	3,0**	2,98**	3,09*	3,15*	3,23	17,0%	26,6%	23,5%
Ministère de l'éducation nationale	2,03	2,08	2,20	2,30	2,21	2,24	2,32	2,35	2,41	18,7%	19,5%	17,4%
Ministère des sports	0,48**	0,51**	0,55**	0,57**	0,60**	0,59**	0,67*	0,75*	0,77	60,4%	4,6%	5,6%
autres ministères	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,0%	0,5%	0,4%
emplois-jeunes	0,20	0,23	0,24	0,18	0,14	0,10	0,05	-	-	-	1,9%	-
Collectivités territoriales	dont 7,60	7,82	7,86	7,87	8,65	9,09	9,55	10,23	10,61	39,6%	73,1%	76,5%
Communes	6,88	7,01	6,95	6,91	7,57	8,0	8,35	8,95	9,30	35,2%	66,2%	67,1%
Départements	0,50	0,52	0,57	0,60	0,69	0,7	0,77	0,79	0,80	60,0%	4,8%	5,8%
Régions	0,20	0,27	0,32	0,34	0,37	0,38	0,43	0,49	0,51	155,0%	1,9%	3,7%
emplois-jeunes	0,02	0,02	0,02	0,02	0,02	0,01	0,0	-	-	-	0,2%	-
TOTAL	10,36**	10,69**	10,90**	10,97**	11,65**	12,07**	12,64*	13,38*	13,84	33,6%	100%	100%

* : données révisées : dépenses directes et non plus recettes prévisionnelles.

** : données estimées, en évolution à partir du chiffre 2006 révisé.

Source : estimations compte du sport/Ministère des Sports, Ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de la Vie associative

4 L'achat de chaussures et textiles « sportifs » le plus souvent dissocié de la pratique sportive

Les chaussures de sport sont plus souvent portées à l'extérieur des enceintes sportives qu'à l'intérieur, puisque seulement un tiers d'entre elles est réellement acheté et utilisé pour la pratique d'un sport. De la même façon, seulement la moitié des vêtements de sport est achetée pour pratiquer une activité physique ou sportive. En particulier, 75% des achats dits « à prix cassés » sont destinés à un usage loisir. Ajoutons enfin que la proportion d'achats motivés par la pratique sportive est encore plus faible chez les moins de 25 ans, dont on connaît l'attrance pour la dimension « mode ».

Les articles achetés pour une réelle pratique sportive, continuent, pour une grande majorité d'entre eux, à l'être dans des magasins de sport traditionnels.

Les communes assument les deux tiers des dépenses publiques

Depuis le début de la décennie, les dépenses sportives des collectivités territoriales ont progressé de près de 40% et celles de l'État de 17% (tableau 3).

En 2008, la dépense sportive de l'État atteint

3,2 milliards d'euros, soit une hausse en valeur de 2,5%. Ces dépenses de l'État sont principalement constituées de celles du ministère des Sports et celles du ministère de l'Éducation nationale. Pour ce dernier, il s'agit essentiellement des dépenses consacrées à l'éducation physique et sportive dans l'enseignement primaire et secondaire.

De leur côté, les collectivités territoriales ont dépensé 10,6 milliards d'euros en 2008, soit une augmentation de 3,7% par rapport à 2007. En termes de répartition, 43,6% des montants engagés en matière de sport par les collectivités territoriales ont été des dépenses d'investissement et 56,4% des charges de fonctionnement.

Les communes assurent la plus grande partie des efforts financiers pour l'organisation et la pratique du sport. En 2008, elles ont ainsi engagé 9,3 milliards d'euros, ce qui représente les deux tiers des dépenses publiques.

Une contribution des départements et des régions en hausse depuis le début de la décennie

En 2008, les dépenses sportives des départements s'établissent à 0,8 milliard d'euros (+1,5% par rapport à 2007) et celles des régions à 0,5 milliard d'euros (+4,2%). La part croissante des dépenses des départements et des régions, au sein des dépenses publiques,

renforce le poids des collectivités territoriales dans le financement du sport. Départements et régions représentent globalement 9,4% des dépenses publiques, contre seulement 6,7% au début de la décennie. Sur cette même période, si le montant des dépenses sportives des communes a crû de 35%, celui des départements et des régions a augmenté de 87%. Cependant, ce sont toujours les communes qui font l'effort le plus important. Elles consacrent en effet 44,3% de leurs dépenses au financement du sport, devant les régions (42,1%) et les départements (41,1%).

Un lien entre taille des communes et diversité des équipements sportifs

Le recensement des équipements sportifs (RES) [2] souligne l'ancrage territorial des équipements sportifs, espaces et sites de pratiques.

Les communes sont au premier rang des collectivités territoriales : elles sont propriétaires d'environ trois quarts des équipements sportifs traditionnels (hors espaces et sites de sport nature) et gèrent 70% de ce parc.

Le type d'équipement construit dépend de la taille des communes. A partir de 1 000 habitants, elles disposent d'au moins un équipement sportif.

	Importations				Exportations				Taux de couverture 2008
	2006	2007	2008	évol.08/07	2006	2007	2008	évol.08/07	
Bateaux à voile	196 658	135 389	97 290	-28,1%	574 980	641 910	667 390	4,0%	6,86
Skis, surfs et fixations	189 252	159 038	149 544	-6,0%	289 630	194 883	189 553	-2,7%	1,27
Bicyclettes et accessoires	409 894	442 201	538 254	21,7%	283 085	265 784	274 377	3,2%	0,51
Bateaux à moteur	717 119	606 984	621 129	2,3%	563 532	600 185	552 182	-8,0%	0,89
Maillots de bain	179 676	172 738	171 233	-0,9%	111 640	118 690	110 809	-6,6%	0,65
Chaussures de ski et surf	162 359	172 748	149 057	-13,7%	97 139	98 271	99 833	1,6%	0,67
Chaussures de sport	307 704	307 879	300 356	-2,4%	96 183	114 756	115 895	1,0%	0,39
Matériel pour la pêche	67 170	73 716	69 685	-5,5%	47 150	51 333	45 704	-11,0%	0,66
Avions, planeurs et autres	24 137	36 770	20 971	-43,0%	37 412	12 007	5 756	-52,1%	0,27
Armes	71 675	88 111	83 607	-5,1%	47 734	53 922	59 692	10,7%	0,71
Survêtements de sport	90 888	87 815	86 418	-1,6%	27 743	19 762	22 699	14,9%	0,26
Autres	919 066	894 913	800 981	-10,5%	527 873	584 051	522 501	-10,5%	0,65
TOTAL	3 335 598	3 178 302	3 088 526	-2,8%	2 704 102	2 755 554	2 666 391	-3,2%	0,86

Les données des années antérieures figurent dans les STAT-Info des années précédentes [3].

Source : Direction des douanes

5 Dans les communes de moins de 5 000 habitants, on retrouve le plus souvent des terrains de pétanque (20%), des courts de tennis (12%) ou des terrains de football (10%), alors que dans les communes de plus de 100 000 habitants, les équipements sont plus diversifiés : salles multisports (8%), courts de tennis (8%), terrains de football (7%), plateaux EPS (7%) et salles de musculation (7%).

Les entreprises continuent de miser sur le parrainage sportif

Au cours de l'année 2008, se sont déroulés les Jeux Olympiques d'été (en Chine) et le championnat d'Europe de football (en Autriche et Suisse).

Ces événements sportifs à répercussion internationale ont eu un impact économique, notamment sur les dépenses des entreprises dans les domaines liés au sport. Ainsi, en 2008 elles ont progressé de 6,3%, avec notamment une augmentation de 8,8% pour la composante « parrainage sportif ». Depuis 2004 (précédente année olympique) les dépenses de sponsoring ont crû de plus de 30% (+40% pour les droits de retransmissions audiovisuelles).

Une légère dégradation de la balance commerciale « sport »

En 2008, le déficit de la balance commerciale

(tableau 4) s'est légèrement creusé : il s'établit à -422 millions d'euros, après -405 millions en 2007. La contraction des exportations (-3,2%) n'est pas compensée par celle des importations (-2,8%).

Au total, le taux de couverture (rapport entre les exportations et les importations de biens sportifs) s'établit à 86% en 2008 contre 87% l'année précédente.

Un taux de couverture qui repart à la hausse dans plusieurs secteurs

Parmi les postes pesant favorablement sur la balance commerciale, le secteur nautique et en particulier le poste des bateaux à voile, est largement excédentaire. En revanche, pour le poste des bateaux à moteur, le taux de couverture tombe à 89% après un quasi équilibre (99%) en 2007.

Le taux de couverture du poste excédentaire « skis, surfs et fixations » repart légèrement à la hausse, après un net retrait en 2006. Concernant les échanges de chaussures de ski, le taux de couverture s'améliore également. Il s'établit à 67%, après 57% en 2007, et poursuit sa tendance haussière : il s'élevait seulement à 39% en 2004. Rappelons que le marché français des sports de neige demeure le deuxième marché mondial, ex-aequo avec l'Allemagne et le Canada, derrière les Etats-Unis (source : NPD Group).

Par ailleurs, hormis le secteur du vélo, dont le taux de couverture baisse de 61% à

51%, du fait d'une forte augmentation des importations, l'effritement tendanciel du taux de couverture a été stoppé dans plusieurs secteurs, notamment celui des armes où le taux de couverture passe de 61% en 2007 à 71% en 2008.

Enfin, on constate une légère amélioration sur les secteurs traditionnellement déficitaires de l'habillement sportif, fortement concurrencés par le marché asiatique. Ainsi, le taux de couverture passe de 37 à 39% pour les chaussures de sport, et de 23 à 26% pour les survêtements.

Un noyau dur de 209 000 emplois

On estime qu'en 2008, le secteur sportif comptait un « noyau dur » d'environ 209 000 emplois, contre 208 000 en 2007, soit une légère croissance de 0,5%. Les effectifs dénombrés sont des effectifs physiques, le terme "emploi" désignant les personnes actives, à temps plein ou à temps partiel.

On distingue plusieurs composantes de l'emploi sportif :

- les emplois qui correspondent aux activités identifiées dans la nomenclature d'activités françaises révisée (NAF rév.2 2008) comme étant des activités liées au sport : la « gestion d'installations sportives » (NAF93.11Z), les activités de clubs (NAF93.12Z) et des centres de culture physique (NAF93.13Z), ainsi que les autres activités liées au sport (NAF93.19Z),

soit 102757 salariés au total en 2008. Avec l'enseignement de disciplines sportives et d'activités de loisirs (NAF85.51Z) et ses 9307 personnes, le « secteur sport » compte 112064 emplois, soit 1,5% de plus qu'en 2007).

- les emplois des personnels dépendant de l'État et des collectivités territoriales, qui exercent dans le domaine du sport (directeurs des sports, animateurs, enseignants,...). Fin 2008, on dénombrait 54350 emplois de ce type dans les collectivités territoriales. Au sein du ministère chargé de l'Éducation nationale, on comptait 42536 enseignants d'éducation physique et sportive (-4% par rapport à 2007), dont 32251 dans le second degré public et 2464 en STAPS.

L'emploi en baisse dans les autres secteurs du sport

Outre le « noyau dur », de nombreux autres emplois relèvent de la production de biens et de services sportifs (dans la construction des équipements sportifs, la fabrication et le commerce d'habillement et de matériel de sport, et dans les services).

Ainsi, les secteurs du « commerce de détail d'articles de sport en magasin spécialisé » comptent 49901 salariés en 2008, soit une baisse de 4% par rapport à 2007.

Le secteur de la « construction de bateaux de plaisance » emploie 9646 salariés : pour la première fois depuis 2000 ses effectifs diminuent (-3,9% par rapport à 2007).

On enregistre en 2008 un fort recul dans le secteur de la « fabrication d'articles de sport » : 5458 salariés, soit une baisse de 12,8% par rapport à 2007. Depuis 5 ans, plus du quart des effectifs a ainsi disparu.

Le secteur de la « fabrication de bicyclettes et de véhicules pour invalides » connaît une nouvelle baisse d'effectifs (2330 salariés, baisse de 8,4% sur 2007). Depuis 2000, ce secteur a perdu près de la moitié de ses effectifs.

En ajoutant à ces quatre secteurs, celui de la « location et location-bail d'articles de loisirs et de sport » (2405 salariés, en hausse 16,5%), on totalise environ 70000 emplois (-4,3% en 2007). Cette baisse efface les hausses régulières enregistrées depuis 2003.

pour en savoir plus

www.sports.gouv.fr, rubrique STATISTIQUES

* [1] « 40 ans de services culturels et récréatifs » : Insee Première – août 2004.

* [2] cf. les résultats du RES, espaces et sites de pratiques (MJSVA, plaquette juin 2006) et l'outil d'exploitation mis en ligne sur www.res.jeunesse-sports.gouv.fr

* [3] « Le poids économique du sport en 2007 », STAT -Info n°09-02, septembre 2009,
« Le poids économique du sport en 2006 », STAT -Info n°08-02, novembre 2008,
« Le poids économique du sport en 2005 », STAT -Info n°07-03, novembre 2007.

STAT-INFO est le bulletin de la Mission statistique des secteurs sport, jeunesse, éducation populaire et vie associative, du ministère des sports et du ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et de la vie associative.

Directeur de la publication : Yann DYÈVRE

Rédacteur en chef : Brahim LAOUISSET

Secrétariat de rédaction : Florence PIERVAL-LEVY

Direction artistique et maquette : NORD-GRAPHIQUE

Site internet : <http://www.sports.gouv.fr>

Adresse administrative : 95 avenue de France – 75650 PARIS CEDEX 13

Adresse électronique : stat@jeunesse-sports.gouv.fr – Tél : 01 40 45 92 96